

La spirale descendante se poursuit



El fracaso del actual modelo socioeconómico del país es evidente. Los problemas sociales más acuciantes son el desempleo creciente, la reforma del sistema de pensiones y la nueva legislación sobre el trabajo flexible de medio tiempo, que sustituye al sistema anterior de trabajo estudiantil. La bancarrota de muchas compañías y pequeñas empresas, la corrupción generalizada, la violación de los derechos de los trabajadores y la explotación de los trabajadores inmigrantes, junto con una nueva y controvertida central térmica a carbón han llegado a los titulares. El país también ha enfrentado importantes sanciones de la UE por su deficientes políticas medioambientales.

Društvo Humanitas
Rene Suša

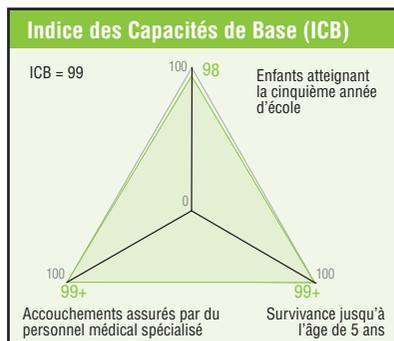
Le manque de politiques économiques, environnementales et sociales conduit le pays dans une spirale descendante où l'exploitation de l'environnement et des individus continuent à affecter sérieusement le bien-être de la population. Ainsi, le pays va poursuivre la construction d'une nouvelle centrale électrique au charbon, bien qu'il soit déjà tenu de payer des pénalités s'élevant à 80 millions d'EUR (environ 113 millions d'USD), conséquence de la violation des normes de Kyoto. La crise économique a révélé de nombreuses contradictions et incertitudes sous-jacentes dans la société slovène où le débat public tourne autour des questions liées à l'emploi, la solidarité intergénérationnelle, la répartition des richesses et l'environnement.

Durant la transition vers une économie de marché, la Slovénie est passée d'une situation sans pratiquement aucune différence sociale vers une autre où, d'une part, il existe une élite bien déterminée qui détient une part importante de l'économie nationale et d'autre part, un nombre record de personnes pauvres et de chômeurs. L'élite économique s'est consolidée par les biais d'achats d'actions, réalisés de manière contestée, par les propres dirigeants des entreprises. Certains auteurs de ces acquisitions (et autres comportements frauduleux) sont actuellement traduits en justice, l'un des cas compromettant le premier ombudsman slovène devenu par la suite le directeur d'une importante compagnie de combustible et qui est actuellement en procès pour blanchiment d'argent.

La fracture sociale se reflète également dans les services de base accessibles à la population. Par exemple, la division des soins de santé en systèmes publics et privés a entraîné une détérioration de la qualité dans le système public avec des temps d'attente atrocement longs. Il arrive souvent qu'un même médecin qui donne ses rendez-vous avec plusieurs mois d'attente dans une clinique publique, reçoive ses patients immédiatement lorsque le rendez-vous est pris dans sa clinique privée.

La solidarité intergénérationnelle

Le système des retraites est basé sur le concept de solidarité intergénérationnelle car la population active actuelle contribue avec ses impôts à payer la



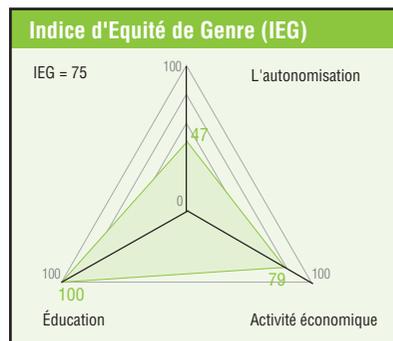
pension des retraités. Cependant, avec la montée du chômage et un nombre de retraités qui augmente en raison du vieillissement de la population, ce modèle s'écroule. De nouvelles lois, comme celle que nous présentons ci-dessous sur le travail flexible à mi-temps, tendront à faire diminuer les contributions au fonds de pension car les employeurs préféreront embaucher des travailleurs « flexibles » allégeant ainsi le poids des charges sociales.

Les jeunes et les chômeurs

Il y a eu une augmentation de 15,6 % du nombre de chômeurs inscrits entre janvier 2010 et janvier 2011¹, représentant 11,8 % de la population active². Le nombre réel est estimé entre 160 000 et 200 000 personnes. Environ 25 % des jeunes n'appartenant pas au système d'éducation formelle, sont au chômage³.

En même temps, près de 75 % des personnes entre 20 et 24 ans étaient inscrites dans les programmes d'études secondaires ou tertiaires en 2010⁴. Il est devenu courant que les jeunes s'inscrivent à des programmes d'études de troisième cycle pour maintenir leur assurance maladie et toucher certaines prestations (nourriture et aide au logement) et pour arriver à trouver un travail par le biais du réseau étudiant de l'emploi. Les difficultés

- 1 ZRSZ, *Trg dela v številkah*, <www.ess.gov.si/trg_dela/trg_dela_v_stevilkah>.
- 2 ZRSZ, *Stopnja registrirane brezposelnosti*, <www.ess.gov.si/trg_dela/trg_dela_v_stevilkah/stopnja_registrirane_brezposelnosti>.
- 3 Milan Lavrič et al., *Mladina 2010*, (Liubliana: URSM, 2010), p.109, <www.ursm.gov.si/fileadmin/ursm.gov.si/pageuploads/pdf/Mladina_2010_Koncno_porocilo.pdf>.
- 4 Ibid, p. 110.



rencontrées par les jeunes diplômés lors de leur recherche d'emploi se confirment lorsque l'on constate une augmentation de 240 % entre 2000 et 2010 du nombre de jeunes chômeurs ayant une éducation tertiaire. Il existe également une forte disparité de genre, puisque le pourcentage de jeunes femmes au chômage est le double de celui des hommes⁵.

Emplois à temps partiel : un problème à temps plein

La proposition de loi sur le travail flexible à temps partiel est liée à la question du chômage. Ce type de contrat de travail permet aux employeurs de réduire leurs coûts, car ils ne sont pas tenus de payer des cotisations de retraite, congés maladie, etc. Le pourcentage total des impôts et autres contributions pour cette catégorie de travail se monte à 17 % du coût du travail⁶, de deux à trois fois moins que dans une situation normale. Puisque le travail est effectué strictement à la journée, il existe une grande flexibilité pour embaucher et licencier. Beaucoup d'étudiants qui obtiennent leur travail par le biais des agences de placement d'étudiants perdent leur emploi une fois leurs études terminées tout simplement car les élèves inscrits coûtent beaucoup moins cher et sont plus flexibles par définition. Le mécanisme des agences influence fortement le marché du travail parce qu'il exerce une pression à la baisse sur les salaires et augmente la précarité de l'emploi.

- 5 Les données officielles ne montrent pas cet écart : de fait, elles montrent que le chômage chez les femmes est plus faible que chez les hommes. Voir *ibid*, pp.113–16.
- 6 Mladi podjetnik, *Koliko delodajalca stane delo prek študentske napotnice*, <mladipodjetnik.si/podjetniskikoticek/poslovanje/koliko-delodajalca-stane-delo-prek-studentske-napotnice>

La nouvelle loi sur la flexibilité du travail (approuvée en octobre 2010 et qui est entrée en vigueur en janvier 2012) aborde le problème du travail des élèves en limitant le nombre d'heures à un temps partiel, auparavant illimité, à 60 heures par mois et elle fixe aussi une limite de 6.000 EUR (8 492 USD) de revenu annuel, qui était lui aussi illimité auparavant. Elle augmente aussi considérablement les groupes de personnes autorisées à travailler selon cette modalité, à savoir : les retraités, les chômeurs, les demandeurs d'asile et d'autres personnes non actives⁷. En outre, l'employeur n'est pas tenu de payer la totalité des cotisations de la sécurité sociale (1 heure de travail ne compte seulement que pour 40 minutes de travail « normal »). Les organisations d'étudiants et les syndicats ont lancé une campagne massive contre cette législation et la tenue d'un référendum aura lieu au printemps 2011.

Réforme des retraites et conditions de travail

Un autre référendum est prévu pour contempler la réforme proposée pour le système des retraites fondée principalement sur une prolongation de la période de travail à un minimum de 38 ans (40 ans pour les hommes) avec une retraite à l'âge de 65 ans⁸. Selon une récente étude d'Eurofound, seulement 13,5 % des travailleurs slovènes ont répondu affirmativement à la question de savoir s'ils seraient toujours en mesure d'accomplir leur travail à 60 ans, comparativement à une moyenne de 44,1 % dans les autres pays de l'Union européenne. En outre, 59,2 % des répondants ont dit qu'ils avaient continué à travaillé tout en étant malades au cours des 12 mois précédents, comparativement à une moyenne de 39,2 % dans l'UE ; près de 75 % ont déclaré avoir travaillé à un rythme très soutenu ; seulement 13,5 % ont affirmé être très satisfaits de leur travail, comparativement à la moyenne européenne de 25 %.

Le problème de l'exploitation des travailleurs immigrés pour les travaux physiques les plus pénibles (surtout dans le secteur de la construction) a été révélé l'année dernière lors de la faillite de nombreuses entreprises. Cependant, dans de nombreux cas (par exemple, celui de la SCT, l'entreprise slovène la plus importante dans le domaine de la construction), la société mère a survécu en sacrifiant des milliers de travailleurs qui n'ont jamais reçu l'intégralité de leur salaire⁹. Invisible Workers of the World (IWW, les travailleurs invisibles du monde)¹⁰ estime que quelque 14 000 travailleurs migrants sont retournés dans leur pays d'origine au cours des trois dernières années sans jamais avoir touché leur

salaire. Il a été fait état d'heures supplémentaires obligatoires et restées impayées, des cas de résidence forcée dans les logements des entreprises, de menaces de déportation et d'autres formes d'abus.

Charbon : une ressource du XIXe siècle pour la société du XXIe siècle

Il est difficile de croire que le plus gros investissement de la politique énergétique slovène sera, semble-t-il, une centrale à charbon de EUR 1,2 milliards d'EUR (1,7 milliard d'USD) à Otanj. On estime que la nouvelle centrale proposée, qui dépend du lignite pour produire de l'électricité, va générer environ 3 500 GWh par an, soit environ la même quantité que la vieille centrale qu'elle remplacera. Le projet proposé a été sévèrement critiqué en raison de possibles défaillances environnementales, économiques et juridiques. Il n'est pas toujours pas clair encore si l'accord pour sa construction est valable car il n'y a pas eu d'appel d'offre public¹¹.

Le coût du projet a plus que doublé depuis l'analyse préliminaire. Les coûts de construction, pour chaque MW installé, sont également estimés au double par rapport à des projets comparables en Bosnie-Herzégovine et en Allemagne¹². En outre, il existe d'évidentes inquiétudes environnementales car on estime que l'usine produira plus de 100 millions de tonnes de CO2 sur toute sa durée de vie. La Slovénie dépasse déjà de deux à quatre fois le niveau acceptable d'émissions de gaz à effet de serre et d'épuisement des ressources naturelles¹³. L'objectif de l'UE de 2 tonnes de CO2 par personne jusqu'en 2050 est la quantité que la centrale d'Otanj produira à elle seule. Ceci ne permettra pas à la Slovénie d'atteindre l'objectif commun.

Quelques lois mais sans ordre

Le brûlage illégal de déchets à la cimenterie Lafarge de Trbovlje représente un autre problème urgent car il a des effets graves sur la santé des personnes et l'environnement local. La bataille juridique à ce sujet semble avoir été gagnée mais la société continue à ignorer les arrêtés judiciaires¹⁴. Cela n'est guère surprenant dans un pays où les entreprises publiques se considèrent encore au-dessus de la loi, comme en témoigne l'abus constant du secteur de la construction dans lequel de nombreuses entreprises sont (du moins partiellement) détenues par l'État.

Un rapport récent d'Umanotera, la Fondation slovène pour le développement durable, cite « le manque de mise en œuvre des programmes déjà acceptés comme étant le plus grand problème de la

politique environnementale slovène¹⁵ ». Le trafic, la gestion des déchets et la politique énergétique sont cités comme étant particulièrement problématiques. Le pays produit 435 kg de déchets par personne et n'en recycle que 25 % environ. Le programme de surveillance nationale pour la protection de l'environnement est apparemment inefficace puisque seulement 14 sur les 188 indicateurs ont été marqués¹⁶.

Parmi les nombreuses entreprises qui ont fait faillite et qui exploitaient les travailleurs, les plus mal notées sont celles qui rencontraient précédemment un succès certain et qui ont été impliquées dans le rachat de sociétés par leurs propres dirigeants. Elles ont bénéficié de prêts bancaires massifs provenant de banques slovènes partiellement étatiques. La sécurité de ces emprunts s'appuyait sur les propres actions rachetées par les dirigeants, entraînant ainsi le pire des copinages, car la plupart des banquiers et hommes d'affaires slovènes ont été impliqués dans ces acquisitions.

Conclusion

La Slovénie doit faire face à des sanctions significatives de l'UE concernant sa politique environnementale, mais l'élite dirigeante ne semble pas vouloir répondre aux défis de la protection de l'environnement. L'énorme centrale thermique au charbon et l'investissement qu'elle implique laissent peu de place pour de futures sources d'une énergie efficace et renouvelable. Bien que l'efficacité énergétique puisse réduire les émissions, même à court terme, elle ne parvient pas à recevoir un soutien suffisant du Gouvernement¹⁷.

Les programmes d'efficacité énergétique pourraient également créer et maintenir des emplois et avoir des retombées économiques, sociales et environnementales à long terme. En revanche, il est probable que la nouvelle loi sur la flexibilité du travail fasse baisser les normes, augmente le nombre de personnes pauvres même avec un emploi, intensifie les pressions sur les emplois « normaux », augmente l'insécurité de l'emploi et cause la perte des bénéfices des salariés à long terme¹⁸. Le fait qu'il y ait tellement de jeunes chômeurs ainsi que beaucoup de personnes qui commencent à travailler à un âge avancé, sappe les bases financières du modèle de solidarité intergénérationnelle sur lequel est construit le système des pensions de l'État. La réforme des retraites proposée, qui ne parle que de l'allongement de l'âge de la retraite et du nombre d'années de travail nécessaires pour prendre sa retraite, ne traite pas le problème principal. ■

7 DZ RS, *Zakon o malem delu*, Uradni list RS no. 102-01/10-28/87 EPA 1133-V, <www.dz-rs.si/index.php?id=101&vt=46&sm=k&q=zakon+o+malem+delu&mandate=1&unid=PZIF47C7FF2C259B251C12577C900237714&showdoc=1>.

8 DZ RS, *DOPOLNJEN PREDLOG ZAKONA o pokojninskem in invalidskem zavarovanju (ZPIZ-2)*, druga obravnava, <www.dz-rs.si/index.php?id=101&vt=40&mandate=1&oi=10&unid=PZI7061DD6BEF7AA4E2C12577DE0053A035&showdoc=1>.

9 Seules les filiales ad hoc se sont déclarées en faillite, elles n'ont pratiquement aucun actif propre.

10 IWW, *Nevidni delavci sveta*, <www.njetwork.org/IWW-Nevidni-delavci-sveta>.

11 RTVSLO, *Bi morali dobavitelja za TEŠ 6 izbrati na razpisu?*, <www.rtvsl.si/gospodarstvo/bi-morali-dobavitelja-za-tes-6-izbrati-na-razpisu/252118>.

12 M. Dodevska, "TEŠ 6 za telebane", *Delo.si*, (19 décembre 2010), <www.delo.si/clanek/132096>.

13 D. Plut, *Trajnostni razvoj med mavrico teorij in skromno prakso*, (2010), <www.planbzlaslovenijo.si/upload/trajnostni-razvoj/plut-besedilo.pdf>.

14 EKO KROG, *Sodba v imenu ljudstva*, <www.ekokrog.org/2011/03/>.

15 Umanotera, *Ogledalo vladi 2010: Nevidni zeleni monitor*, <www.planbzlaslovenijo.si/upload/dokumenti/2010/ogledalo-vladi.pdf>.

16 Ibid, pp. 9-11

17 Focus, *Sporočilo za javnost: Ne zaklenite nam prihodnosti! Poziv vladi pred odločanjem o TEŠ 6*, <focus.si/index.php?node=26&id=1024>.

18 ZRSS, *Malo delo – miti in dejstva*, <www.zsss.si/attachments/article/422/MALO%20DELO%20%20MITI%20IN%20DEJSTVA_ZSSS.pdf>.